

15 septembre 2021

## LA CROIX

### **Enfouissement des déchets nucléaires : à Bure, une majorité silencieuse inquiète**

Une enquête publique est lancée, ce mercredi 15 septembre, sur le projet de centre de stockage en profondeur des déchets radioactifs Cigéo, à Bure (Meuse). Les habitants de cette zone particulièrement rurale et faiblement peuplée ne se sont jamais opposés en nombre au projet, malgré de nombreuses inquiétudes.

#### **Élise Descamps**

« Vous croyez vraiment qu'ils en ont quelque chose à faire de notre avis ? » Pendant cinq semaines, les habitants vivant dans un rayon de 10 km autour du petit village de Bure, aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne, vont pouvoir donner leur avis sur le projet de construction d'un centre de stockage des déchets radioactifs en couche géologique profonde : le projet Cigéo, porté par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Mais à entendre les habitants, à la veille du lancement de cette enquête publique, c'est la résignation qui domine. Les dés seraient déjà pipés. « Évidemment que je suis contre. Mais l'État l'a décidé, donc c'est plié. Quelle hypocrisie de s'être installés pour, après, nous demander notre avis », commente Jane Philippe, 33 ans, vendeuse à domicile et épouse d'un agriculteur, à Bonnet, un des villages situés dans la zone des 10 km.

Même son de cloche à Saudron : « Je ne sais pas ce qu'il y a de mieux pour le stockage des déchets, je n'ai que le certificat d'études ! », lâche Odile, 79 ans, sans cacher sa lassitude. Elle a participé à de précédentes consultations, a même envoyé des questions : « Mais je n'ai jamais reçu de réponse. Ils ont choisi un coin bien désertique, avec surtout des personnes âgées. On n'est pas grand-chose pour les instances de là-haut. »

Majorité « silencieuse mais pas indifférente »

Si Bure fait grand bruit nationally, en effet, c'est moins le fait de ses habitants mobilisés dans des associations, que de la ZAD occupée par des opposants plus radicaux au projet, de façon sporadique, depuis 2016. « La grande majorité des habitants est silencieuse, mais loin d'être indifférente », relève Benoit Jaquet, secrétaire général du Clis, l'organisme indépendant chargé d'animer la circulation d'informations sur le territoire.

« Ils ne dévoilent leurs interrogations que si on va vers eux. Cela tient notamment à la moyenne d'âge élevée de la population, à un complexe de non-sachants et à une mentalité rurale qui n'a pas, ici, la culture de la contestation. Mais à mesure que le projet devient plus concret, les inquiétudes s'expriment davantage : une catastrophe nucléaire, c'est hypothétique. Les nuisances des travaux ou des rejets, c'est certain, et c'est tous les jours. »

Il n'y a qu'à écouter ce jeune agriculteur, virulent sur le fond du projet, déplorer aussi la fin de la paisible vie de son village. Il dénonce tout autant la radicalité des opposants venus d'ailleurs et les remarques blessantes sur les « beaux lampadaires payés avec l'argent de la compensation », que le ballet des policiers qui contrôlent, selon lui, tous les faits et gestes des habitants.

Défiance grandissante contre l'Andra, mauvaise solution technique, risques d'émanations en surface, d'incendie en sous-sol... La liste des griefs est longue. « Il n'existe pas de frange de la population véritablement favorable au projet », reconnaît un ancien maire. Convaincu, lui, que le projet peut être fiable, il explique la défiance par un défaut d'information : « Le sujet est extrêmement complexe. Il faut connaître le nucléaire pour être pour. »

« Les déchets sont là, autant en faire une opportunité »

C'est du côté des élus que l'on trouve les plus grands partisans du projet. Président depuis peu du conseil départemental de la Meuse et très favorable au projet, dans la lignée de son porteur historique, le sénateur LR Gérard Longuet, Jérôme Dumont (LR) se veut pragmatique : « Les déchets sont là. Et l'enfouissement est bien moins dangereux que le stockage actuel en surface. Autant en faire une opportunité de développement économique et technologique de notre territoire », plaide-t-il, rêvant d'une véritable filière nucléaire dans ce département très rural.

Autre argument, porté par le maire de Gillaumé, 30 habitants : il serait « égoïste » de reporter à plus tard, ou ailleurs, l'enfouissement des déchets. Alors que ses administrés ont pu, par le passé, s'opposer au projet, Jean-François Fontaine alerte néanmoins sur les crispations à venir, « dans 15 ans, quand les colis radioactifs passeront sur le chemin de fer au bout de leur maison ».

En mars, son conseil municipal a bien remis un avis favorable, mais assorti de nombreuses recommandations. Signe d'une confiance qui s'émousse, quatre collectivités sur les quatorze sollicitées ont remis des avis défavorables.

« Il n'y a pas de solution au risque d'oubli du site »

**François Simonet**, diacre à Bar-le-Duc et opposant au projet, comme l'ancien évêque de Troyes Mgr Stenger

« Il n'y a pas de solution à la question de la mémoire et du risque d'oubli du site. Nous allons mettre des déchets sous le tapis pour des millions d'années, sans aucune certitude sur le fait que ceux qui nous succéderont sauront s'en occuper. Les documents sur les pollutions de la guerre 14-18 ont été oubliés en 100 ans. C'est une folie de croire que les informations sur ce que l'on va enterrer à Bure vont être correctement transmises pendant des millions d'années ! »

---